

DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU MARDI 27 JANVIER 2026

OBJET MIS EN DELIBERATION :

N°2026-01-10 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHE D'ETUDE « PLATEFORME DE PARTAGE DE DONNEES ET D'INFORMATIONS POUR LA GESTION DES BAINADES EN MARNE »

Membres composant le Comité Syndical	9	totalisant	100	voix
Délégués composant le Comité Syndical	21	totalisant	100	voix
Membres présents	8			
Délégués présents	12	totalisant	60	voix
Membres/Délégués excusés et représentés	5	totalisant	24	voix
Membres/Délégués absents excusés	4	totalisant	16	voix

Pour	84 voix
Contre	0 voix
Absentions	0 voix
Ne prennent pas part au vote	0 voix

L'an deux mil vingt-six, le vingt-sept janvier, à dix heures et vingt minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Pierre-Michel DELECROIX, Président. Ils avaient été convoqués le 19 janvier 2026.

DELEGUES PRESENTS

M. DELECROIX, Président, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix),
Mme SAUSSEREAU, Vice-Présidente, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),
M. FLESSELLES, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),
M. DESTOUCHES, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),
Mme ADOMO, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),
M. PHILIPPON, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix),
M. BRUCH, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),
M. CHAFFAUD, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix),
Mme MANCA, représentante de HAROPA Ports, (1 voix),
M. OUMARI, représentant du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, (1 voix)

DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

M. HELIN, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. DELECROIX, (5 voix),
Mme BARNIER, Vice-Présidente représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, qui a donné pouvoir à Mme SAUSSEREAU, (5 voix),
M. FEMEL, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. CHAFFAUD (5 voix),
M. BLUTEAU, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. FLESSELLES (5 voix),
M. BUTIN, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. BRUCH (4 voix),

MEMBRES ABSENTS EXCUSES

Mme JARDIN, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
M. CATHALA, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
M. OZTORUN, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (4 voix)
Mme DURAND, représentante du Conseil Départemental du Val de Marne, (2 voix), partie au point numéro 9
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive
Mme COCHARD, Animatrice SAGE, Syndicat Marne Vive
Mme ABES, Animatrice Contrat, Syndicat Marne Vive
M. DESPRES, Chargé d'études eau dans la ville, Syndicat Marne Vive
Mme BONNAL, Chargée d'étude baignade et lutte contre la pollution, Syndicat Marne Vive
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive
Mme MAZERAN Fanny, Chargée d'étude milieux naturels aquatiques et humides, Syndicat Marne Vive

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Arnaud VEDIE est désigné pour remplir cette fonction, procède à l'appel nominal.

DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Clément DEPEGE, est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il accepte.

N°2026-01-10 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHÉ D'ETUDE « PLATEFORME DE PARTAGE DE DONNEES ET D'INFORMATIONS POUR LA GESTION DES BAINNADES EN MARNE »

Le Comité Syndical ;

Vu la Directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive de 76/160/CEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique et la réglementation en vigueur en matière d'établissement des profils de baignade, de contrôle et de surveillance des eaux de baignade en rivière ;

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L2113-6 et L2113-7 ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°2018-2277 du 2 juillet 2018 approuvant les statuts du Syndicat Marne Vive ;

Vu le courrier en date du 16 décembre 2025 du Président du Syndicat Marne Vive, conviant les collectivités gestionnaires d'un site de baignade ou porteuses d'un projet de baignade en Marne, à un comité de pilotage ayant pour objet la préparation des saisons de baignade à venir et les possibilités de mutualiser des outils et des services pour renforcer la collaboration entre gestionnaires de baignades ;

Vu le projet de convention constitutive d'un groupement de commande en vue de la passation d'un marché d'étude « Plateforme de partage de données et d'informations pour la gestion des baignades en Marne », ci-annexé ;

Considérant que le Syndicat mixte Marne Vive, structure porteuse de l'animation du SAGE et syndicat d'études pour l'amélioration de la qualité de la Marne et de ses affluents, a pour mission statutaire de « participe[r] à la préservation et à l'amélioration du milieu naturel (eau, faune, flore) sur le bassin versant de la Marne, à la gestion équilibrée et durable des usages et des milieux ainsi qu'aux opérations pouvant concourir à retrouver l'usage de la baignade en Marne. » ;

Considérant qu'une mutualisation des moyens de supervision pour la gestion des sites de baignade, permettant la centralisation et le partage de données et d'informations entre gestionnaires de sites de baignade pendant l'ouverture des sites de baignade est opportune, compte-tenu de la proximité des sites le long de la Marne et des informations communes qui intéressent les gestionnaires de baignade ;

Considérant qu'une logique de mutualisation s'opère donc pour ces missions, ouvrant ainsi des opportunités de groupements de commandes au sens des articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la commande publique ;

Considérant que le Syndicat mixte Marne Vive, en tant que structure supracommunale, constitue une instance privilégiée des groupements de commandes ;

Considérant le souhait des villes de Neuilly-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Saint-Maur-des-Fossés et de l'EPT Paris Est Marne et Bois de se joindre à un tel groupement, intention qui sera confirmée par une délibération de ces collectivités ;

Considérant, dans ces conditions, qu'il est proposé la constitution d'un nouveau groupement de commande entre le Syndicat Marne Vive et les villes de Neuilly-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Saint-Maur-des-Fossés et de l'EPT Paris Est Marne et Bois, le Syndicat étant désigné coordonnateur ;

Considérant que le coût estimatif du marché s'élève à 25 000€ H.T. (30 000€ T.T.C.) et que les contributions financières des membres du groupement se feront comme suit : prise en charge du volet développement de l'outil par le Syndicat et répartition des frais d'exploitation à proportion de l'utilisation qui en est faite par chaque membre du groupement ;

Sur proposition de Monsieur le Président ;

N°2026-01-10 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE EN VUE DE LA PASSATION D'UN MARCHÉ D'ETUDE « PLATEFORME DE PARTAGE DE DONNEES ET D'INFORMATIONS POUR LA GESTION DES BAINADES EN MARNE »

Après examen et délibéré

Article 1	Approuve le projet de convention constitutive d'un groupement de commandes en vue de la passation d'un marché pour l'étude « Plateforme de partage de données et d'informations pour la gestion des baignades en Marne », ci-annexé. Cette convention est passée avec les villes de Neuilly-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Saint-Maur-des-Fossés et de l'EPT Paris Est Marne et Bois. Elle prendra fin à l'achèvement des missions encadrées par le marché public, dont le montant estimatif s'élève à 25 000 € HT (soit 30 000 € TTC).
Article 2	Autorise Monsieur le Président à signer la convention constitutive d'un groupement de commandes.
Article 3	Autorise Monsieur le Président à procéder, conformément à la convention de groupement de commande, au lancement de la procédure et à la signature du marché à l'issue de la procédure.
Article 4	Dit que les dépenses seront imputées aux articles correspondants des budgets de l'exercice 2026 et suivants.

Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 27 janvier 2026, les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

M. le Président du Syndicat serait obligé envers M. le Préfet de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.

Le Président,



Pierre-Michel DELECROIX